

France: Quelle était la nature de la campagne de Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche?

Par Alex Lantier à Paris, 26 avril 2012

Après avoir obtenu 11 pour cent des voix au premier tour de l'élection présidentielle de dimanche dernier, Jean-Luc Mélenchon candidat du Front de Gauche et ancien ministre du Parti socialiste (PS) s'est ouvertement aligné avec le candidat du PS François Hollande.

Le soir de l'élection, Mélenchon a inconditionnellement apporté son soutien à Hollande contre le président sortant Nicolas Sarkozy pour le second tour du 6 mai. Hollande a même remercié Mélenchon de n'avoir rien demandé au PS en retour; les sondages montrent que les quelque 4 millions d'électeurs de Mélenchon vont voter de façon écrasante pour Hollande. S'étant lui-même déclaré « très dangereux » pour les banques, Mélenchon soutient à présent pleinement quelqu'un qui s'est dit « pas dangereux » dans ses discussions avec des banquiers londoniens en février dernier.

Ces événements fournissent un cadre approprié pour tirer un premier bilan politique du Front de Gauche, coalition d'alliés de longue date du PS tel le Parti communiste français (PCF), le Parti de Gauche de Mélenchon (PG) qui avait fait scission d'avec le PS en 2008 et une faction du parti de la « gauche » petite-bourgeoise, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) dirigé par Christian Piquet. Cela place aussi en contexte les éloges que divers partis de « gauche » petits-bourgeois ont déversé sur le Front de Gauche.

Ainsi le Socialist Workers Party (SWP) britannique a titré son article sur Mélenchon « La montée de la gauche secoue la classe dirigeante française. » Il le décrit comme un « politicien de la gauche radicale qui a bouleversé l'équilibre de la campagne présidentielle française. »

Aux Etats-Unis, Lee Sustar de l'International Socialist Organisation (ISO) a fait l'éloge de Mélenchon comme étant le centre d'une « forte poussée de la gauche. » Il s'est enthousiasmé de ce que Mélenchon a « poussé l'ensemble du débat politique à gauche... La campagne de Mélenchon marque une rupture avec la rhétorique typiquement pro-patronale du Parti socialiste. Il revendique une augmentation de 20 pour cent du salaire minimum, l'interdiction des licenciements par les entreprises qui font des profits, une taxe élevée sur les transactions financières et une limite annuelle sur les revenus fixée à 472 000 dollars, tout dépassement de cette somme étant prélevé en impôt. »

En fait le Front de Gauche n'a pas poussé « le débat politique vers la gauche » car sa propre campagne était au fond un mensonge politique. Mélenchon a toujours insisté pour dire qu'il appellerait à voter au second tour pour le candidat de « gauche » ayant recueilli le plus de voix, autrement dit Hollande. Dans une campagne dominée par deux candidats ternes, Hollande et Sarkozy, le rôle de Mélenchon était de fournir une certaine rhétorique démagogique de « gauche » qui n'aurait aucun impact sur ce que ferait Hollande mais qui générerait de faux espoirs parmi la population et consoliderait les résultats du PS.

C'est ce qui explique que Mélenchon puisse à présent soutenir inconditionnellement un candidat de l'aristocratie financière, qui s'est engagé à faire des coupes budgétaires d'un montant de 115 milliards d'euros et qui n'appliquera aucune des demandes pour lesquelles Mélenchon a ostensiblement fait campagne. Mélenchon a fait remarquer hier qu'il risquait « l'effacement du nouveau paysage politique. » Ou plus précisément, maintenant qu'il a remis ses électeurs entre les mains de Hollande, il considère qu'il a accompli le rôle qui lui incombait dans l'élection présidentielle.

Un cynisme politique aussi transparent est l'une des raisons pour les-

quelles un grand nombre d'électeurs français pourraient être à présent amenés à faire un vote protestataire non pas en votant pour les partis de la « gauche » bourgeoise mais pour les néo-fascistes. Mélenchon a fini quatrième, derrière la candidate néo-fasciste Marine Le Pen (18 pour cent), qu'il s'était promis de dépasser.

Ce résultat prévisible des manœuvres perpétrées par les satellites de « gauche » du Parti socialiste n'a nullement refroidi l'enthousiasme pour Mélenchon au sein de la « gauche » petite bourgeoisie française et internationale. Ce que ces forces ont vu dans le phénomène Mélenchon, hormis la possibilité que quelques représentants de plus du Front de Gauche gagnent des sièges à l'élection législative de juin prochain, c'est une campagne fondée sur une hostilité virulente envers le marxisme et l'indépendance politique de la classe ouvrière.

Tel est le produit de l'histoire politique peu recommandable de Mélenchon. Il s'était lancé dans la politique étudiante après la grève générale de 1968, avait rejoint l'Organisation communiste internationale (OCI) en 1972, un an après que l'OCI avait rompu avec le Comité international de la Quatrième Internationale, qui publie aujourd'hui le World Socialist Web Site. A l'époque, l'OCI opérait sur une perspective nationaliste erronée: En faisant pression sur le PCF et le PS nouvellement formé pour qu'ils créent « l'Union de la Gauche » et prennent le pouvoir, l'OCI pourrait construire un mouvement révolutionnaire de masse.

Mélenchon rejoignit ensuite le PS en 1976, travaillant sous la présidence de François Mitterrand. Il devint sénateur après que Mitterrand eut fait son « tournant de l'austérité » contre la classe ouvrière en 1983, puis ministre dans le gouvernement de la gauche plurielle de 1997 à 2002. Mais de son passage dans le courant politique de la « gauche » petite-bourgeoise, Mélenchon a conservé ce talent consistant à associer des slogans protestataires peu sérieux au nationalisme français, le tout servi dans un vocabulaire soi-disant de gauche, hostile au socialisme.

Mélenchon a présenté son programme pour l'élection de 2012 dans deux documents, le programme électoral pour 2012 du Front de Gauche, *L'Humain d'abord* et un livre plus long *Qu'ils s'en aillent tous - Vite! La révolution citoyenne*. Ceci fait référence à la « révolution citoyenne » sur lequel le président équatorien Rfaël Correa a fondé sa présidence et que Mélenchon admire.

Le terme de « révolution citoyenne » montre tout de suite clairement que ce que Mélenchon a à l'esprit n'est pas un mouvement fondé sur la classe ouvrière, mais sur tous les citoyens du pays. Une telle perspective n'a rien à voir avec le marxisme.

Même si on le considère uniquement dans le contexte de l'histoire de France, où chaque grande lutte révolutionnaire après la Révolution française de 1789 a vu une confrontation violente entre la classe ouvrière et les capitalistes, un tel programme ne peut avoir qu'un caractère droitier. Son axe principal, comme le dit clairement Mélenchon, c'est l'idée que la classe des exploités et celle des exploités d'une nation ont des intérêts communs.

Il fait remarquer que la notion d'« intérêt général » commun à l'ensemble de la nation est critiquée par ceux qui croient que « les intérêts en jeu dans la société entre dominants et dominés sont nécessairement en conflit. Dès lors, l'intérêt général ne pourrait être qu'une illusion au service des dominants pour faire passer leurs normes comme le bien commun. ... Je pense que l'écologie politique a le mérite de trancher le débat. Oui, il y a un intérêt commun à toute l'humanité, qui peut se décliner dans tous les domaines. Il s'agit de la sauvegarde de l'écosystème dont dé-

pend la vie humaine. La révolution citoyenne est orientée par l'écologie politique. »

Comme on pouvait s'y attendre, Mélenchon évite d'identifier ceux contre qui et ce contre quoi il argumente: le b.a.-ba du marxisme qui défend l'idée que les intérêts du capital et ceux du travail sont en conflit. Au contraire, la « révolution citoyenne » a pour objectif de réconcilier les « dominants » et les « dominés » comme les appelle Mélenchon, sur la base de la suppression de la révolution sociale.

Appelant au « primat des urnes, » il écrit: «La révolution que je souhaite est citoyenne d'abord en ceci que, si elle s'enracine dans le mouvement social, elle se déclenche et se mène par les bulletins de vote et les élections. ... Il ne s'agit pas non plus de clamer, à l'ancienne, 'la mine au mineur et la terre à celui qui la travaille.' ... Il faut s'arracher à tous ses préjugés et à son intérêt personnel pour proposer ce qui sera bon pour tous. » Il dénonce ceux qui « stupidement » associent révolution et un « 'grand soir' armé. »

Pour le résumer en quelques mots, ce que Mélenchon appelle « révolution » c'est le fait d'utiliser les protestations syndicales (« le mouvement social ») pour influencer le résultat des élections de l'Etat bourgeois. Ce qu'il décrit n'est pas la révolution, mais le cours conventionnel de la vie politique sous le capitalisme en France et dans bien d'autres pays européens.

Si Mélenchon fait référence à l'héritage du marxisme classique et des luttes révolutionnaires du 19e siècle, ce n'est que pour le tourner en dérision. Malgré ses fanfaronnades creuses de taxer les riches, Mélenchon n'a aucune intention de rendre « la mine au mineur » ou plus largement, le contrôle démocratique de l'économie à la classe ouvrière. De telles demandes n'ont pas leur place dans les projets de Mélenchon d'une « révolution » par les urnes.

Sa critique peu élaborée de ceux qui croient en un « 'grand soir' armé » n'est pas dirigée contre des actes de terrorisme individuel, pour lequel le terme de « grand soir » ne s'applique pas mais contre la révolution sociale. Le fait que la « révolution citoyenne » de Mélenchon peut se faire sans une prise de la Bastille ou sans que le croiseur Aurora ouvre le feu sur le Palais d'Hiver pour signaler aux Gardes rouges de prendre le pouvoir dans la Russie révolutionnaire, signifie tout simplement qu'il ne s'agit en fait pas d'une révolution.

En politicien averti, Mélenchon sait très bien que les revendications qu'il avance ostensiblement pour une plus grande égalité sociale ne peuvent se réaliser sans soulèvement social massif auquel il est hostile. Comment peut-il alors continuer à mettre en avant ses slogans? Mélenchon explique, «Je prends volontairement mes désirs pour des réalités. Ça leur donne de la force de contagion. Cette méthode me semble stimulante.»

Ce commentaire remarquable est au coeur même du mensonge politique qu'était la campagne de Mélenchon. Ecouter Mélenchon parler c'est, comme il le reconnaît lui-même, entrer dans un univers d'illusions dans lequel il peut proposer tout ce qu'il veut pour gagner du soutien et finalement lier la classe ouvrière au PS ou à d'autres partis bourgeois pro-austérité semblables. Ce n'est pas la « méthode » d'un révolutionnaire, mais le mode opératoire d'un carriériste dénué de convictions politiques.

Armé de démagogie sociale droitière en France, Mélenchon monte sur la scène internationale où il se révèle être un vulgaire défenseur de la guerre impérialiste. Il dit lui-même défendre l'idée que la guerre est un

élément fondamentalement inévitable de la société humaine.

Dans *Qu'ils partent tous*, il explique: « La pulsion permanente à s'affronter avec les voisins, celui de l'intérieur et de l'extérieur, chaque fois qu'on n'arrive pas à régler un différend d'intérêt, tiraille toujours en profondeur les communautés humaines. Le monde est déjà mené par l'empoignade des puissances. Il sera aussi exubérant demain que l'explosion du nombre des êtres humains. Vous y pensez? Il y a autant de monde vivant en ce moment qu'il y en a eu depuis le début de l'humanité... Et l'Histoire devrait s'apaiser? »

A première vue, les divagations de politique étrangère de Mélenchon ont deux cibles principales: Les Etats Unis et l'Allemagne. Un examen plus précis de ses positions révèle néanmoins une différence.

Ses accès d'anti-américanisme et son appel à l'indépendance « mondiale » par rapport à Washington ne l'ont pas empêché de soutenir la participation de la France aux récentes guerres conduites par les Etats-Unis, tant le bombardement par l'OTAN de la Libye que les opérations pour soutenir les forces pro-impérialistes en Syrie. Mélenchon n'a pas non plus exprimé de réelles critiques des interventions impérialistes récentes de la France avec le soutien des Etats-Unis dans ses anciennes colonies comme la Côte d'Ivoire. Mélenchon est en fait tout à fait d'accord avec le récent alignement de l'impérialisme français sur la politique étrangère de Washington.

Mélenchon parle longuement de confrontation avec l'Allemagne. Il écrit: «Je ne crois pas hélas que l'Europe soit vouée à la paix ... Nous-mêmes, Français, ferions bien d'admettre que la génération dirigeante de l'Allemagne réunifiée n'est plus celle que le remords raisonnait et que la division en deux Etats contenait. Aux dirigeants allemands décomplexés devraient correspondre des dirigeants français dessillés. »

Malgré ses prétentions chauvines que la France est une nation « universaliste », il n'appelle pas les travailleurs allemands à la solidarité de classe internationale contre le risque de guerre au sein de l'Europe. Au contraire, il envisage la possibilité d'annexer la Belgique orientale pour renforcer la France contre l'Allemagne.

Rejetant la Belgique comme étant un « Etat totalement artificiel », il écrit: «On peut imaginer sans peine, dans le cas où les Flamands se sépareraient, que les Wallons veuillent leur rattachement à la République française. Nombre de Français--comme moi--s'en enthousiasment. ... Ça ferait une très grande France. »

La politique étrangère, avait fait remarquer Trotsky dans une interview à un journal américain quelques mois avant son assassinat par un agent de Staline, est une « extension et un développement de la politique intérieure. » Les projets de Mélenchon de redessiner la carte de l'Europe sont en soi le commentaire le plus révélateur du caractère de classe de la « révolution citoyenne » de Mélenchon.

Le but de Mélenchon n'est pas la révolution, mais c'est d'exploiter la confusion créée par la longue domination de la politique de « gauche » par des partis bourgeois et petits-bourgeois afin de contrôler la classe ouvrière dans le pays et de promouvoir les intérêts de l'impérialisme français de par le monde. C'est pour cela que Mélenchon se range derrière un politicien impérialiste plus influent, Hollande, et que sa campagne électorale a attiré, à l'échelle internationale, le soutien des forces de l'ex-gauche issues de la classe moyenne.

©World Socialist Web Site <http://www.wsws.org>

La publication socialiste sur internet la plus lue

Pour contacter : wsws.iees@gmail.com